



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
23 avril 2015
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Commission du commerce et du développement
Réunion d'experts pluriannuelle sur la promotion
de l'intégration et de la coopération économiques
Troisième session

Genève, 2 et 3 juillet 2015

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

**Renforcer la coopération et le dialogue sous-régionaux, régionaux
et interrégionaux et leurs contributions à l'intégration économique
et au développement**

Renforcer la coopération et le dialogue sous-régionaux, régionaux et interrégionaux et leurs contributions à l'intégration économique et au développement: enseignements pour une intégration régionale axée sur le développement

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

La présente note traite de la contribution que le renforcement de la coopération et du dialogue aux niveaux sous-régional, régional et interrégional pourrait apporter à l'intégration économique et au développement des pays en développement et des pays en transition. Pour promouvoir des processus d'intégration régionale, il est essentiel de bien identifier les principaux obstacles et les moyens de les surmonter, ainsi que d'analyser les approches les plus efficaces pour accroître les capacités productives dans un contexte d'intégration régionale. Le secrétariat s'est efforcé de dégager de l'analyse quelques enseignements utiles à une intégration régionale axée sur le développement et d'indiquer les principales lacunes à corriger pour une meilleure compréhension des questions en jeu.

La présente note examine les conditions dans lesquelles le commerce pourrait devenir un moteur de croissance dans un processus d'intégration régionale: il semble nécessaire d'aller au-delà de la libéralisation et de la facilitation du commerce pour intégrer la politique commerciale dans un cadre d'action plus large visant à accroître les capacités de production nationales et régionales. L'intégration de la production pourrait servir de base à une intégration régionale axée sur le développement. La question des infrastructures continue d'occuper une place centrale dans une problématique de l'offre inhérente à tout

GE.15-08184 (F) 150515 180515



* 1 5 0 8 1 8 4 *

Merci de recycler



approfondissement de l'intégration régionale de la production. La présente note fait ressortir le rôle que les chaînes de valeur régionales pourraient jouer dans une intégration régionale axée sur le développement et s'intéresse au financement des efforts d'intégration. Pour approfondir l'intégration régionale de la production, il est essentiel de réduire l'écart entre les besoins d'investissement des pays en développement et des pays en transition – notamment en matière d'infrastructures – et le financement actuellement disponible.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction	4
I. Conditions dans lesquelles le commerce pourrait devenir un moteur de croissance dans un processus d'intégration régionale.....	4
A. Limites des stratégies de croissance tirée par les exportations, compte tenu de la faible croissance du commerce international	4
B. Recentrer les stratégies sur la demande intérieure et régionale	6
C. Mettre le commerce au service de la croissance	6
D. Enseignements	8
II. L'intégration de la production, fondement d'une intégration régionale axée sur le développement	10
A. Capacités productives	10
B. Questions institutionnelles et problématique de l'offre	11
C. Rôle central des infrastructures.....	12
D. Les chaînes de valeur régionales et mondiales: une voie à explorer.....	13
III. Financement d'une intégration régionale axée sur le développement.....	15
A. Accès au financement et infrastructures	15
B. Un exemple à suivre: la Banque européenne d'investissement	16
C. Comment de nouveaux organismes pourraient faire évoluer les modes de financement du développement dans un proche avenir.....	17
IV. Questions à examiner	19

Introduction

1. Conçue dans la perspective du développement, l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale peut stimuler la croissance mondiale et faire reculer la pauvreté et les inégalités. Définir les meilleurs moyens de mener à bien cette intégration est cependant loin d'être facile. L'insuffisance de la demande mondiale et la dégradation de l'environnement commercial font que les stratégies de croissance tirée par les exportations atteignent désormais leurs limites. Pour s'adapter à la nouvelle dynamique de l'économie mondiale, il faut faire une place plus grande aux marchés régionaux et nationaux. L'intégration régionale se heurte cependant à des problèmes à différents niveaux, et les solutions pourraient faire appel à différentes politiques et mesures institutionnelles possibles.

2. La présente note traite de la contribution que le renforcement de la coopération et du dialogue aux niveaux sous-régional, régional et interrégional pourrait apporter à l'intégration économique et au développement des pays en développement et des pays en transition. Il est nécessaire d'examiner et d'analyser les approches les plus efficaces pour accroître les capacités productives dans un contexte d'intégration régionale. Le secrétariat s'est donc efforcé de dégager de l'analyse quelques enseignements utiles à une intégration régionale axée sur le développement et d'indiquer les principales lacunes à corriger pour une meilleure compréhension des questions en jeu.

3. Le chapitre I est consacré à un examen des conditions dans lesquelles le commerce pourrait devenir un moteur de croissance dans un processus d'intégration régionale: il semble nécessaire d'aller au-delà de la libéralisation et de la facilitation du commerce pour intégrer la politique commerciale dans un cadre d'action plus large visant à accroître les capacités de production nationales et régionales. Le chapitre II s'intéresse à l'intégration de la production en tant que fondement d'une intégration régionale axée sur le développement. La question des infrastructures continue d'occuper une place centrale dans une problématique de l'offre inhérente à tout approfondissement de l'intégration régionale de la production. Ce chapitre fait également ressortir le rôle que les chaînes de valeur régionales pourraient jouer dans une intégration régionale axée sur le développement. Le chapitre III porte sur le financement de l'intégration. Pour approfondir l'intégration régionale de la production, il est essentiel de réduire l'écart entre les besoins d'investissement des pays en développement et des pays en transition – notamment en matière d'infrastructures – et le financement actuellement disponible. Il faut donc mettre en place des mécanismes de financement pour répondre aux grands besoins d'investissement de ces pays, surtout en ce qui concerne le développement des infrastructures.

I. Conditions dans lesquelles le commerce pourrait devenir un moteur de croissance dans un processus d'intégration régionale

A. Limites des stratégies de croissance tirée par les exportations, compte tenu de la faible croissance du commerce international

4. La croissance rapide dont beaucoup de pays en développement ont bénéficié à partir des années 1990 et plus particulièrement de 2003 à 2008 a été associée à une augmentation de la part du commerce international dans la demande globale. Jusqu'à la crise financière, la production a augmenté rapidement dans un certain nombre de pays en développement et de pays en transition grâce à une forte hausse de leurs exportations de produits

manufacturés vers les pays développés. Dans les pays en développement tributaires de l'exportation de produits primaires, cela a aussi contribué à un accroissement des recettes d'exportation. Dans un environnement économique globalement favorable (augmentation des importations dans les pays riches et cours historiquement élevés des produits de base), cette plus grande ouverture au commerce international des pays en développement et des pays en transition a favorisé – et dans bien des cas expliqué – leur croissance économique.

5. Pendant les deux décennies qui ont précédé la crise, la croissance moyenne du commerce international (6,8 % par an) a été plus de deux fois supérieure à celle de la production mondiale (3 % par an). La crise de 2008-2009 a toutefois marqué un tournant majeur. Après une forte reprise en 2010, grâce aux mesures budgétaires et monétaires coordonnées au niveau international qui ont été prises pour relancer la croissance, le commerce international a ralenti en 2011; depuis, il progresse plus lentement que la production mondiale. Étant donné l'insuffisance de la demande mondiale, il est très improbable que le commerce international puisse à lui seul relancer la croissance mondiale¹.

6. L'un des principaux problèmes qui se pose aux décideurs des pays en développement et des pays en transition – notamment les exportateurs d'articles manufacturés – est que la croissance des exportations risque d'être freinée pendant plusieurs années encore par la faible augmentation des dépenses finales dans les pays développés. La production d'articles manufacturés destinés aux marchés mondiaux a été le moteur de l'expansion du secteur formel moderne dans plusieurs de ces pays en développement et pays en transition. Mais dans la plupart d'entre eux, la demande intérieure n'a pas suivi le même rythme, ce qui s'explique en partie par la faiblesse des liens entre le secteur des exportations et le reste de leur économie (notamment pour ce qui est de la participation aux chaînes de valeur mondiales) et en partie par les stratégies de compression salariale appliquées pour accroître la compétitivité internationale.

7. Ce type de stratégie pourrait atteindre ses limites, un bas niveau de salaires ayant des incidences directes sur la croissance de la demande intérieure et, à terme, sur la demande extérieure. Actuellement, le problème de l'insuffisance de la demande est aggravé par le lent processus de désendettement et de rééquilibrage des comptes en cours dans les pays développés. Dans ces conditions, maintenir des stratégies de croissance tirée par les exportations en s'appuyant uniquement sur la concurrence salariale et fiscale amplifierait les effets négatifs du ralentissement de la croissance des marchés d'exportation et réduirait les gains totaux escomptés.

8. Pour les pays en développement exportateurs de produits de base et les pays en transition, la faiblesse de la demande d'articles manufacturés ralentit la croissance de la demande de leurs principaux produits d'exportation. L'augmentation de la demande de produits de base dans les pays en développement à croissance dynamique a alimenté la hausse des cours internationaux de la plupart des produits de base jusqu'à la crise, et il est probable que le ralentissement observé depuis aura des conséquences pour l'évolution de ces cours. En outre, le niveau élevé des prix avait entraîné la création de nouvelles capacités productives, particulièrement dans l'industrie minière et le secteur des hydrocarbures. En conséquence, les prix de la plupart des produits de base n'ont cessé de baisser après avoir atteint un niveau record en 2011.

¹ CNUCED, 2014, Rapport sur le commerce et le développement, 2014: Gouvernance mondiale et marge d'action pour le développement (New York et Genève, publication des Nations Unies).

B. Recentrer les stratégies sur la demande intérieure et régionale

9. La croissance dans les pays développés risquant de rester morose à moyen terme, les pays en développement et les pays en transition devraient peut-être se placer dans une perspective à plus long terme et recenser leurs stratégies de développement sur la demande intérieure et régionale en tant que moteur de la croissance. Ce passage à un modèle de croissance plus équilibré pourrait compenser le ralentissement des exportations vers les pays développés. En outre, des stratégies de croissance plus équilibrées pourraient être appliquées simultanément par tous les pays en développement et pays en transition, au bénéfice de tous².

10. Les défis à relever sont toutefois nombreux. Il faut notamment stimuler le pouvoir d'achat local et gérer l'expansion de la demande intérieure de façon à éviter une augmentation excessive des importations. Il faut également prendre des mesures pour que la composition sectorielle de la production intérieure puisse s'adapter à l'évolution de la demande. Eu égard à la petite taille des marchés de beaucoup de pays en développement et pays en transition, un marché régional permettra aux producteurs de réaliser des économies d'échelle. Recentrer les stratégies de développement sur le marché intérieur ne signifie pas minimiser le rôle des exportations. Au contraire, les exportations pourraient croître davantage si plusieurs partenaires au sein d'un groupement d'intégration régionale parvenaient simultanément à une croissance plus soutenue.

11. La possibilité de passer rapidement à une stratégie de croissance plus axée sur la demande régionale dépend en grande partie des liens entre la composition sectorielle de la production intérieure et la structure de la demande régionale. Ces liens peuvent être particulièrement faibles dans les pays essentiellement exportateurs de produits de base. L'expérience montre que l'intégration régionale est plus difficile à réaliser lorsque les pays ont des capacités de production peu développées et une économie peu diversifiée; en effet, des pays produisant principalement des produits de base ne seront pas en mesure de répondre aux besoins croissants des uns et des autres en articles manufacturés et en biens d'équipement.

12. D'après les données disponibles, c'est en Afrique que le commerce intrarégional est le plus faible³. En 2013, 14 % seulement du commerce total des pays africains correspondait à des échanges commerciaux intrarégionaux. En Amérique latine, le chiffre était de 20 %. Dans l'Asie en développement, la situation était plus proche de celle des pays développés: les échanges intrarégionaux y représentaient 55 % du commerce total, soit le taux le plus élevé après celui des pays développés (67 %). Il importe de relever que l'Asie en développement est également la région où la croissance du PIB a été la plus forte, aussi bien avant qu'après la crise, et où les pôles manufacturiers sont les plus importants. En raison de la longueur du processus de transition vers une économie de marché et de l'ouverture de leur économie, les pays en transition ont vu la part du commerce intrarégional passer de 27 % en 1995 à 17 % en 2013.

C. Mettre le commerce au service de la croissance

13. Comme l'indiquent les données sur le commerce intrarégional, le commerce peut servir de moteur à la croissance dans un processus d'intégration régionale. La comparaison de la situation de l'Afrique et de l'Amérique latine, d'un côté, avec celle de l'Asie

² CNUCED, 2013, *Rapport sur le commerce et le développement, 2013: S'adapter à la nouvelle dynamique de l'économie mondiale* (New York et Genève, publication des Nations Unies).

³ Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données UNCTADStat, <http://unctadstat/EN/Index.html> (page consultée le 9 mars 2015).

en développement, de l'autre, donne à penser que la structure productive et le cadre d'action de chaque pays ou région influent sur la nature et l'orientation du commerce, ainsi que sur la dynamique de croissance dans son ensemble.

14. S'il laisse jouer les seules forces du marché, un pays prenant part au commerce international se spécialisera notamment en fonction de la distribution des facteurs de production entre les différents pays (avantages comparatifs), ainsi que de l'ensemble de ses capacités productives, qui déterminent la productivité des entreprises, et de l'influence et des stratégies des acteurs dominants sur les marchés internationaux. C'est ainsi que dans beaucoup de pays africains, l'abondance de ressources naturelles conjuguée à un cadre d'action largement modelé par les prescriptions de politique économique du Consensus de Washington a abouti à la détérioration des capacités manufacturières (déshindustrialisation précoce) et au renforcement d'une structure de spécialisation fondée sur l'exploitation des ressources naturelles⁴. En Afrique, la part du secteur manufacturier dans le PIB a oscillé autour de 14 % à partir des années 1970, avant de commencer à décroître à la fin des années 1990 pour tomber à 9,1 % en 2012. En revanche, la part des activités industrielles non manufacturières (extraction minière, construction, électricité, gaz, eau et assainissement) a augmenté, passant d'environ la moitié de la valeur ajoutée industrielle en 1970 aux trois quarts aujourd'hui. La faiblesse du commerce intrarégional s'explique donc en grande partie par le manque de capacités productives et de diversification économique. Ce type de transformation structurelle a freiné le commerce intrarégional et l'intégration régionale en Afrique.

15. En Amérique latine, le commerce intrarégional se porte certes un peu mieux qu'en Afrique, mais il souffre également des spécialisations productives et commerciales de la région. L'envolée des cours des matières premières due à la vigueur de la demande en Asie a joué un rôle déterminant, ces quinze dernières années, dans la déshindustrialisation de beaucoup de pays latino-américains et dans leur respecialisation dans le secteur des produits de base. Font exception à cette tendance quelques pays sud-américains qui ont mis à profit la hausse de leurs recettes budgétaires pour financer des politiques industrielles, ainsi que le Mexique et quelques pays d'Amérique centrale, qui se sont spécialisés dans la production (principalement l'assemblage) d'articles manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre destinée au marché des États-Unis d'Amérique⁵.

16. Pour les pays asiatiques en développement, la forte proportion d'échanges commerciaux intrarégionaux s'explique par l'existence de solides réseaux régionaux de production. Cela est particulièrement vrai en Asie de l'Est et du Sud-Est, où ces réseaux sont les plus développés (d'après une étude, les réseaux de production d'Asie de l'Est sont les plus avancés du monde du point de vue de la taille, de la couverture et du degré de technicité)⁶. Le commerce de pièces et composants et de services d'assemblage final a connu partout dans le monde une croissance supérieure à celle du commerce mondial total d'articles manufacturés, mais il a été particulièrement florissant en Asie de l'Est. La Chine joue désormais un rôle de premier plan dans les réseaux régionaux de production, étant devenue le principal centre d'assemblage final et exportateur de produits finis vers les marchés extrarégionaux⁷.

⁴ J. Williamson, 1990, *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* Institute for International Economics, Washington.

⁵ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2014, *Regional Integration: Towards an Inclusive Value Chain Strategy* (Santiago, publication des Nations Unies).

⁶ F. Kimura et A. Obashi, 2011, *Production networks in East Asia: What we know so far*, Document de travail n° 320, Institut de la Banque asiatique de développement, Tokyo.

⁷ P. Athukorala, 2010, *Production networks and trade patterns in East Asia: Regionalization or globalization?*, Série de documents de travail sur l'intégration économique régionale, n° 56, Banque asiatique de développement, Manille.

17. En Asie de l'Est, les réseaux régionaux de production reposent sur une vigoureuse politique d'industrialisation visant tout particulièrement à améliorer la production manufacturière. Les complémentarités entre les producteurs d'un pays tendent à apparaître à mesure que la production manufacturière s'y développe. Lorsque la spécialisation et la division du travail (telles qu'illustrées par l'exemple de la fabrique d'épingles d'Adam Smith) permettent de céder ou d'externaliser des activités, des liens se créent d'abord entre les producteurs d'un même pays puis, si les infrastructures régionales s'y prêtent, d'un pays à un autre. En particulier, puisque une bonne intégration dans l'économie mondiale passe par une croissance soutenue de la productivité, créer une solide base manufacturière reste, dans la plupart des pays en développement, un élément déterminant du succès de toute stratégie commerciale.

D. Enseignements

18. Un certain nombre de régularités empiriques concernant le secteur manufacturier doivent être prises en compte pour promouvoir une stratégie d'intégration dans l'économie mondiale qui ne soit pas fondée uniquement sur les avantages comparatifs, qui sont que: la contribution du secteur manufacturier à la croissance est plus grande que sa part dans la production totale; une plus forte croissance de la production génère une plus forte croissance de la productivité; et une plus forte croissance du secteur manufacturier est liée à une plus forte croissance de la production et de la productivité dans d'autres secteurs. Il semble par ailleurs qu'une forte corrélation positive entre le niveau de revenu d'un pays et la diversification de son économie soit étroitement associée à l'accroissement de sa capacité industrielle.

19. Bien sûr, l'existence d'une tendance générale n'implique pas automatiquement un rapport de causalité. Le secteur manufacturier n'est pas le seul qui puisse créer des dynamiques bénéfiques et fécondes. Les faits montrent cependant que c'est ce secteur qui peut le plus sûrement produire des effets positifs concernant aussi bien l'offre (spécialisation, économies d'échelle, progrès technologique, amélioration des compétences) que la demande (prix favorables, élasticité des revenus) qui, ensemble, engendreront et entretiendront un cercle vertueux de hausse de la productivité, des emplois et des revenus. Il s'ensuit qu'il sera sans doute essentiel de créer des liens étroits entre investissements et exportations pour que la participation à la division internationale du travail produise des gains dynamiques.

20. La facilitation des échanges, c'est-à-dire l'amélioration des procédures et des institutions nécessaires aux flux internationaux de marchandises est l'un des moyens de développer le commerce⁸. Les réformes requises à cette fin ne sont toutefois pas faciles à mettre en œuvre. Par exemple, une réforme de l'administration des douanes et des procédures douanières concerne autant la mise en place progressive d'un État développementaliste que l'élimination rapide de pratiques frauduleuses. Une telle réforme s'inscrit le plus souvent dans le contexte plus large d'une réforme des services judiciaires ou des administrations publiques. Les réformes liées à la facilitation du commerce sont beaucoup plus efficaces si elles participent d'un programme cohérent visant à jeter les fondements institutionnels d'une économie de marché moderne. Leur mise en œuvre prend du temps et ne résout qu'une partie du problème. Beaucoup de pays en développement et de pays en transition doivent s'attaquer à un obstacle autrement plus contraignant, à savoir une structure de production qui limite fortement leurs possibilités de commerce intrarégional.

⁸ Voir par exemple B. Hoekman et A. Nicita, 2011, Trade policy, trade costs and developing country trade, *World Development*, 39(12): 2069-2079.

21. Il est également possible d'accroître la capacité d'exportation en encourageant l'implantation de filiales étrangères sur le territoire national. Toutefois, un pays qui s'efforce simplement d'attirer des investissements étrangers directs par sa stabilité macroéconomique, des accords bilatéraux d'investissement, une politique fiscale favorable et des réglementations peu contraignantes, concernant notamment le marché du travail, même s'il y parvient, risque de n'obtenir que des gains statiques cantonnés à ses plates-formes d'exportation, sans guère de retombées sur l'industrie nationale. Ce risque est particulièrement élevé si les flux commerciaux résultent d'un accès préférentiel aux marchés assorti de la condition que les facteurs de production proviennent d'un pays partenaire.

22. C'est pourquoi l'idée de renforcer la dimension régionale des stratégies de développement des pays en développement suscite de plus en plus d'intérêt. Une étude montre ainsi que les grands pays en développement recentrent leurs stratégies de développement sur les réseaux régionaux de production et une politique industrielle régionale⁹. C'est le cas, en particulier, de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de la Fédération de Russie et de l'Inde. Parmi ces pays, c'est la Chine qui est allée le plus loin dans cette voie, mais les quatre autres réorientent eux aussi leur économie pour devenir des pôles économiques régionaux.

23. Ces efforts peuvent être interprétés comme une volonté de mettre en pratique une forme de régionalisme développementiste¹⁰, stratégie de développement initialement proposée pour les pays les moins avancés qui reconnaît les avantages potentiels d'une plus grande ouverture et de l'accès aux nouvelles technologies, tout en rejetant la conception d'une mondialisation axée sur la finance et les marchés qui a dénaturé ces avantages ces dernières années. Le régionalisme développementiste vise à optimiser les avantages découlant de l'établissement de liens économiques entre marchés et entreprises de pays voisins et à tirer parti de la coopération et de la coordination des politiques à l'échelle régionale. Cet objectif est moins une fin en soi qu'un simple moyen d'accélérer le développement humain, économique et social en mettant l'accent sur le renforcement des compétences et des capacités de production qui déterminent, en dernière analyse, la croissance de la productivité. Dès lors, le régionalisme développementiste concerne autant le développement et l'intégration économiques des pays d'une région que l'intégration stratégique de ladite région dans l'économie mondiale.

24. Différents biens publics régionaux – infrastructures matérielles pour les transports, les communications et l'énergie, infrastructures liées aux sciences et aux technologies, systèmes d'innovation – peuvent aider les pays en développement d'un groupement régional à réaliser d'importantes économies d'échelle.

25. Le développement de systèmes régionaux de production doit reposer sur des politiques qui, au-delà de la libéralisation du commerce, visent à promouvoir une transformation industrielle et structurelle à l'échelle régionale. Des cadres d'action plus intégrés et axés sur la promotion du progrès économique et social dans les systèmes régionaux de production sont nécessaires, où la politique commerciale sera considérée comme un outil de développement dont les résultats se mesureront à l'aune non seulement de la croissance du commerce, mais aussi de la qualité des exportations (valeur ajoutée) et de l'impact sur le développement des capacités productives. Au niveau national, il ne fait

⁹ W. Milberg, X. Jiang et G. Gereffi, 2014, Industrial policy in the era of vertically specialized industrialization, in: J. M. Salazar-Xirinachs, I. Nubler et R. Kozul-Wright (éd.), *Transforming Economies: Making Industrial Policy Work for Growth, Jobs and Development*, p. 151 à 180, Organisation internationale du Travail, Genève.

¹⁰ CNUCED, 2011, *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés: Contribution potentielle de la coopération Sud-Sud à un développement équitable et durable* (New York et Genève, publication des Nations Unies).

aucun doute que la politique commerciale doit s'insérer dans un cadre d'action plus large ayant pour objectif l'accroissement des capacités productives. Pour que le commerce devienne un moteur de la croissance dans un processus d'intégration régionale, une coopération macroéconomique et industrielle à l'échelle régionale est également indispensable.

II. L'intégration de la production, fondement d'une intégration régionale axée sur le développement

A. Capacités productives

26. Comme indiqué dans le chapitre I, les régions où le commerce intrarégional est faible sont également celles où les capacités productives sont peu développées. La seule exception est l'Asie en développement, en particulier, l'Asie de l'Est, où la volonté de bâtir un vigoureux secteur manufacturier au niveau national a joué un rôle crucial dans le développement des réseaux régionaux de production. Les politiques peuvent donc influencer sur les modalités de l'intégration et sur les avantages que les pays tirent d'une plus grande intégration dans l'économie internationale.

27. L'expression «capacités productives» renvoie aux facteurs de production, aux capacités technologiques et aux liens de production qui permettent aux pays de produire des biens et services de plus en plus variés et élaborés et les aident à s'intégrer dans l'économie mondiale. Pour assurer un développement soutenu et réduire la pauvreté, il est primordial de placer l'accroissement des capacités productives – et la création concomitante d'emplois productifs – au cœur des politiques nationales et internationales de promotion de la croissance économique¹¹.

28. Trois processus interdépendants mènent à l'accroissement des capacités productives: accumulation de capital, progrès technologique et transformation structurelle. En plus de renforcer les capacités existantes, l'accumulation de capital et le progrès technologique facilitent la diversification, notamment l'abandon de secteurs à rendements décroissants au profit de secteurs à rendements croissants. La transformation structurelle modifie la composition intrasectorielle et intersectorielle de la production et la structure des liens entre les entreprises et les secteurs. La structure de production qui en résulte influe à son tour sur les capacités d'investissement et d'innovation.

29. Ces processus peuvent également modifier les modalités d'intégration des pays en développement et des pays en transition dans l'économie mondiale. À mesure qu'elles franchissent certains seuils – taille, compétences technologiques –, les entreprises locales ont davantage tendance à exporter leur production. Cela leur permet d'élargir leur marché et donc de réaliser de nouvelles économies d'échelle, tandis que leur orientation plus internationale les expose à de nouveaux produits et procédés, ainsi qu'à de nouveaux concurrents. La différenciation industrielle multiplie les possibilités de commerce intrasectoriel, notamment entre pays disposant de niveaux de revenus et de capacités technologiques comparables.

30. Leur croissance peut également amener des entreprises manufacturières à accroître leur puissance commerciale en créant des filiales à l'étranger. Les flux d'IED qui en résultent proviennent principalement de grandes entreprises technologiquement avancées qui cherchent à accroître la rentabilité de leurs actifs spécifiques, le choix des implantations

¹¹ CNUCED, 2006, *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés: Développer les capacités productives* (New York et Genève, publication des Nations Unies).

étant aussi déterminé par les différentiels de coûts, la taille des marchés et le niveau de développement technologique. En outre, l'augmentation du nombre de pays qui se développent est susceptible d'entraîner des flux d'IED considérables dans une même branche de production, par le jeu des flux intrasectoriels. La probabilité de retombées positives sera d'autant plus grande que ces flux d'IED coïncideront avec la mise en œuvre de politiques et de mesures d'appui au renforcement des capacités nationales.

31. Dans certains cas, il est nécessaire pour produire dans un autre pays d'y installer des usines entières, mais l'IED peut aussi servir à délocaliser certaines activités d'une filière dans le cadre d'une désintégration verticale. Le degré de fragmentation varie d'un secteur à l'autre, en fonction du niveau de réduction des coûts de coordination et de transport que permettent les nouvelles technologies et de l'intensité des liens entre les différentes activités. Il en résulte des réseaux internationaux de production susceptibles d'accélérer les transferts internationaux de composants et de produits semi-finis (souvent sous la forme d'échanges commerciaux intra-entreprise).

B. Questions institutionnelles et problématique de l'offre

32. Lorsque des pays voisins s'engagent dans un processus similaire de décollage industriel et de diversification, on peut s'attendre à ce que leurs relations se renforcent aux niveaux des secteurs et des entreprises. L'intégration de la production, via les flux commerciaux et des modalités de partage de la production, dépend en dernier lieu des décisions des entreprises et non des gouvernements. Elle peut toutefois être facilitée par des politiques industrielles nationales, qui gagneront en efficacité en étant coordonnées et harmonisées au niveau régional.

33. Dès lors que ces interactions atteignent une certaine intensité, les producteurs – d'abord au niveau régional – font pression pour que divers obstacles au commerce et aux investissements intrarégionaux soient réduits ou supprimés (lourdeurs bureaucratiques, restrictions légales et procédures administratives contradictoires, par exemple) et que les infrastructures de transport et de communication soient améliorées. Ces demandes sont généralement assorties de la création d'institutions aux fins d'une coopération plus étroite.

34. Une coopération formelle n'est pas un préalable à une intégration de fait, mais une interaction dynamique entre ces deux éléments ne pourra qu'être plus profitable. Au début, cette coopération portera surtout sur des questions techniques (obstacles au commerce, normes, etc.), mais avec l'intégration de la production et du commerce entre pays voisins, le besoin de coordination et de collaboration grandira. L'accès à des marchés plus vastes, en tant que moyen de réaliser des économies d'échelle et de diversifier la production, est depuis longtemps la justification des arrangements régionaux entre pays en développement.

35. L'intégration régionale et les relations Sud-Sud entre pays en développement ménagent la possibilité de mettre en œuvre une stratégie régionale de développement, axée sur l'industrialisation. Une telle stratégie a plus de chances de réussir que des stratégies purement nationales, en particulier dans les pays dont le marché intérieur est étroit et les capacités technologiques sont limitées. Elle contraindrait peut-être les pays à renoncer à une partie de leur souveraineté, mais ceux-ci bénéficieraient en retour d'une plus grande marge d'action grâce aux initiatives de coopération qui auraient été engagées dans des domaines où l'élargissement des marchés et le partage des ressources peuvent stimuler l'investissement et la transformation structurelle. Cette dernière doit être facilitée par des politiques économiques régionales et d'autres formes de coopération Sud-Sud, qui exploitent les complémentarités et les spécialisations des pays membres et renforcent les capacités productives des moins développés d'entre eux. Au fur et à mesure de l'intégration de la production, des institutions régionales devront être créées pour encourager une intégration régionale axée sur le développement.

C. Rôle central des infrastructures

36. La diversification de l'économie suppose des investissements importants, l'amélioration des compétences et, lorsque l'on propose de nouveaux produits, la capacité de soutenir la concurrence des acteurs déjà établis. Les interactions et la diversification peuvent ouvrir des possibilités de développement, à condition que le contexte soit propice: à la valorisation des ressources humaines par la formation, l'éducation et la recherche-développement; à l'innovation technologique, pour rendre les producteurs plus compétitifs; à des politiques macroéconomiques et des politiques des revenus qui favorisent l'investissement et la croissance de la demande à long terme; et à l'amélioration des infrastructures, pour surmonter les contraintes pesant sur l'offre.

37. Dans le cadre du régionalisme développementiste, les politiques commerciales stratégiques qui sont mises en œuvre doivent être cohérentes avec la politique industrielle de chaque État membre. Elles peuvent comporter des éléments plus ou moins traditionnels tels que droits de douane, contingents d'importation et d'exportation, normes techniques et phytosanitaires. Dans cette approche globale du développement, le commerce régional peut aussi être encouragé par la coordination des investissements dans des domaines stratégiques tels que les transports régionaux et autres infrastructures associées.

38. Investir en priorité dans des domaines stratégiques présentant un intérêt commun et des contraintes communes peut aider à dépasser des préjugés très anciens à l'encontre du commerce régional, remontant parfois à l'époque coloniale européenne. De nombreux pays en développement, notamment africains, restent mieux reliés à des pays situés sur d'autres continents qu'à certains pays voisins, si bien qu'ils ne peuvent pas encore profiter pleinement des avantages potentiels d'une intégration régionale. Dans ces conditions, des projets de facilitation du commerce régional et d'investissement dans les infrastructures peuvent réduire directement les coûts de transport et amorcer un cercle vertueux de croissance du commerce et d'économies d'échelle dans le secteur des transports, entraînant une baisse des coûts de transport, qui peut elle-même stimuler le commerce intrarégional¹².

39. De vastes possibilités de coopération régionale restent inexploitées, qu'il s'agisse, par exemple, d'investir dans des infrastructures matérielles ou de créer des pôles technologiques régionaux (la question du financement est abordée dans le chapitre III). Les projets d'investissements infrastructurels et de facilitation du commerce sont d'autant plus efficaces qu'ils relèvent d'une initiative transnationale ou régionale. Dans le cadre du développement des couloirs de transport, par exemple, les investissements publics et publics-privés ainsi que les mesures prises au niveau régional visent principalement à supprimer des obstacles communs aux transports et à la facilitation du commerce entre les pays. L'amélioration des infrastructures transnationales renforce les initiatives d'intégration régionale. La création de routes, de voies ferrées, de voies navigables, de liaisons de transport aérien et de réseaux de télécommunication et d'approvisionnement en énergie (couloirs de développement) contribue d'autant plus à renforcer les capacités productives des pays voisins qu'elle s'accompagne de projets de développement local dans différents secteurs, comme l'agriculture et l'industrie.

40. La question des infrastructures régionales est particulièrement importante pour les 32 pays en développement sans littoral (16 en Afrique, 10 en Asie, 4 en Europe centrale et orientale et 2 en Amérique latine), qui ont pour point commun de ne pas avoir d'accès terrestre direct à la mer et qui, en outre, sont souvent éloignés des grands marchés. Cette situation influe profondément sur la nature et la dynamique de leur intégration dans le système commercial mondial. Leur dépendance à l'égard des itinéraires et des services de transport en transit pour le commerce des marchandises les expose à des coûts

¹² CNUCED, 2011.

de transaction plus élevés, réduit leur compétitivité internationale et décourage les investisseurs étrangers. Un processus d'intégration régionale accordant une large place aux infrastructures régionales améliorerait considérablement les perspectives de développement de ces pays.

41. Le Programme d'initiatives d'aménagement du territoire, lancée par l'Afrique du Sud, montre bien que le développement des infrastructures régionales constitue un préalable à une plus grande intégration régionale de la production. L'initiative ayant donné les meilleurs résultats parmi les 11 qui composent ce programme est celle du couloir de développement de Maputo, qui concerne l'autoroute du couloir de Maputo, la liaison ferroviaire entre Ressano Garcia et Maputo et le port de Maputo, ainsi que des projets agricoles, miniers et touristiques. Au vu de la réussite de cette initiative, la Communauté de développement de l'Afrique australe a adopté, en 2012, un plan-cadre de développement des infrastructures régionales.

42. Un autre exemple est celui du projet coordonné par la Banque asiatique de développement dans le bassin du Mékong, qui a commencé en 1992. Ce projet mobilise tous les grands pays et acteurs régionaux, dont la Chine, la Thaïlande, le Viet Nam, les trois pays les moins avancés de la région (Cambodge, Myanmar et République démocratique populaire lao) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et ses partenaires de développement, notamment le Japon. L'objectif principal est d'améliorer les infrastructures en vue du développement industriel de la région, grâce à des programmes concernant la mise en valeur des ressources humaines, les transports, les télécommunications, l'énergie, le tourisme, la facilitation du commerce, l'investissement et l'agriculture¹³. La stratégie consiste fondamentalement à attirer des investissements privés et à promouvoir le commerce, l'investissement et le tourisme dans la région en renforçant les liens infrastructurels entre les pays.

43. On trouve également en Amérique latine des exemples de projets régionaux dignes d'intérêt. L'un des plus aboutis est l'Initiative pour l'intégration des infrastructures régionales en Amérique du Sud, engagé en 2000. Ce projet, qui souligne l'importance des transports, des télécommunications et des infrastructures énergétiques pour l'intégration régionale, définit, dans le secteur de l'énergie une stratégie continentale pour les 12 pays sud-américains.

D. Les chaînes de valeur régionales et mondiales: une voie à explorer

44. Compte tenu des plus grandes complémentarités de production entre pays développés et pays en développement et de la fragmentation des processus de production en cours dans de nombreux secteurs, les décisions des grandes entreprises étrangères pourraient à l'avenir peser davantage sur les perspectives et les résultats économiques des pays les plus pauvres. Cela ne doit pas nécessairement être vu comme un problème, pour autant que les pays en développement n'y perdent pas encore de leur liberté de décider de leurs stratégies de développement, dont le but est avant tout de renforcer leurs entreprises, leurs capacités et leurs marchés.

45. Les chaînes de valeur mondiales contribuent au développement dans la mesure où elles ont des retombées, notamment en matière de technologies et de compétences. Or, elles impliquent une grande dispersion géographique des activités de production, qui risque de limiter sensiblement ces retombées, puisque la somme de technologies et de compétences

¹³ D. Chang, 2011, Opportunities for least developed countries in integrating East Asia: From new regional division of labour to inclusive regional development network, Document de référence n° 1, *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés*, CNUCED.

qu'il est nécessaire de mobiliser sur un site (pays) ne cesse de diminuer et que les liens transnationaux en amont et en aval se renforcent au détriment des liens nationaux. De plus, les activités devenant plus faciles à délocaliser, les sociétés transnationales ont un choix encore plus large de pays d'accueil potentiels lorsque seulement un petit maillon de la chaîne de production est concerné, ce qui les place en position de force. Il peut en découler une concurrence excessive et malsaine entre pays en développement, qui voudront proposer de plus en plus d'avantages fiscaux et commerciaux aux sociétés transnationales, d'où une distribution encore plus inégale entre ces sociétés et les pays en développement des bénéfices tirés du commerce international et de l'investissement¹⁴.

46. Les pays en développement et les pays en transition doivent s'efforcer de faire de la participation aux chaînes de valeur mondiales l'un des éléments complémentaires d'une stratégie de développement visant à accélérer la formation de capital, la diversification économique et la modernisation technologique. De fait, les stratégies de développement de la première vague de nouveaux pays industriels d'Asie de l'Est prévoyaient notamment une industrialisation par remplacement des importations, en vue de passer d'une activité d'assemblage d'éléments importés à une activité de production nationale.

47. Si l'un des objectifs en matière de développement des politiques industrielles et commerciales est d'accroître la valeur ajoutée, la production, les revenus et les emplois grâce aux exportations, il n'est pas sûr qu'il puisse être atteint par un rattachement aux chaînes de valeur mondiales. Dans certains pays, qui participent pourtant activement à ces chaînes de valeur, la part des exportations dans le PIB et la part de la valeur ajoutée locale dans les exportations ont toutes deux diminué.

48. Des travaux comme ceux de Gary Gereffi, Raphael Kaplinsky, Timothy Sturgeon et d'autres ont donné naissance à un vaste corpus d'ouvrages sur différents aspects des chaînes de valeur mondiales. Une analyse empirique récente montre que les pays pour lesquels la participation aux chaînes de valeur mondiales a été bénéfique ont enregistré une hausse de leur ratio exportations/PIB et de la part de la valeur ajoutée locale dans les exportations¹⁵. C'est notamment le cas des États-Unis et de la Suisse. L'Afrique du Sud et le Mexique ont connu une évolution similaire de ces deux indicateurs, mais, compte tenu de leur faible participation aux chaînes de valeur mondiales, le mérite en reviendrait à leurs entreprises nationales. Très présente dans les chaînes de valeur mondiales, la Chine a enregistré une baisse du ratio exportations/PIB (-9 points de pourcentage) entre 2005 et 2009, mais une hausse de la part de la valeur ajoutée locale dans les exportations. La Fédération de Russie présente des chiffres comparables, mais avec une progression beaucoup plus modeste de la part de la valeur ajoutée locale dans les exportations et une contribution bien plus faible des exportations au PIB. Parmi les autres pays du groupe des BRIC (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Fédération de Russie et Inde), le Brésil et l'Inde interviennent peu dans les chaînes de valeur mondiales. Cependant, la part de la valeur ajoutée locale dans les exportations a augmenté dans le cas du Brésil et diminué dans celui de l'Inde (dont le ratio exportations/PIB, en revanche, a progressé).

49. L'organisation actuelle de nombreuses chaînes de valeur mondiales semble empêcher que, dans les pays en développement et les pays en transition, les investissements profitent durablement aux fournisseurs locaux. De nombreuses mesures fiscales, par exemple, assurent un surcroît de profits aux principales entreprises du marché. Pour remédier à la situation, il faudrait utiliser des instruments tels que les exonérations fiscales et les abattements pour amortissement accéléré, par exemple, pour aider les entreprises nationales à accroître leurs profits et à constituer différentes provisions pour risques leur

¹⁴ CNUCED, 2014.

¹⁵ R. Banga, 2013, Measuring value in global value chains, Document de travail n° RVC-8, Intégration axée sur le développement en Asie du Sud, CNUCED.

permettant de réduire leur impôt sur les bénéficiaires. Quel que soit le cas de figure, il appartient aux responsables politiques de décider des instruments et des dispositifs qui, par leurs effets conjugués, conduiront à un investissement durable et à une économie plus diversifiée et à plus forte valeur ajoutée.

50. À défaut de chaînes de valeur mondiales, les pays en développement et les pays en transition pourraient envisager de former des chaînes de valeur régionales. Entre pays du Sud, le commerce d'assemblage final n'a guère profité de l'ouverture récente de nouveaux débouchés dans ces pays, ce qui laisse penser que les chaînes de valeur Sud-Sud sont encore faibles et peu développées. On ne saurait toutefois concevoir ou entreprendre de les renforcer sans renforcer les capacités industrielles dans les pays du Sud.

51. Le potentiel est grand de créer des chaînes de valeur régionales dans le Sud. Une étude analyse, par exemple, les possibilités d'accroître le commerce intrarégional des cuirs et articles en cuir et de constituer des chaînes de valeur régionales entre les pays membres du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union douanière d'Afrique australe¹⁶. À partir d'un modèle gravitationnel dynamique pour la période 2002-2011, l'auteur arrive à la conclusion que des mesures tarifaires et non tarifaires élevées ont freiné la croissance du commerce intrarégional. Grâce à l'élimination des droits de douane sur les cuirs et les articles en cuir, la valeur du commerce intrarégional pourrait passer de 245 millions à 997 millions de dollars par an, autrement dit presque quadrupler. En supprimant tous les obstacles tarifaires et non tarifaires dans tous les secteurs, il serait possible de multiplier par 10 la valeur moyenne du commerce intrarégional actuel. Bien des possibilités d'augmenter les échanges commerciaux entre pays d'Afrique subsaharienne restent donc inexploitées. Ce constat vaut aussi pour l'Amérique latine et les Caraïbes¹⁷.

III. Financement d'une intégration régionale axée sur le développement

A. Accès au financement et infrastructures

52. Comme cela a déjà été dit, le développement des infrastructures est indispensable à l'intégration régionale. Il permet de faciliter et de promouvoir le commerce intrarégional; ainsi que de soutenir l'accélération de la croissance, la réduction de la pauvreté et l'expansion des marchés régionaux. Or, dans le monde en développement, le manque d'infrastructures fait sérieusement obstacle à un développement soutenu¹⁸.

53. Ce manque d'infrastructures tient en très grande partie à un problème de financement. Selon différentes estimations, il faudrait consacrer à la création d'infrastructures entre 1 600 milliards et 2 000 milliards de dollars de plus par an jusqu'en 2020 pour accélérer la croissance et le développement dans les pays en développement¹⁹. La question fondamentale est donc de savoir comment financer les besoins en infrastructures des pays en développement.

¹⁶ R. Banga, à paraître, Identifying and promoting regional value chains in leather and leather products in Africa, Document de travail, CNUCED.

¹⁷ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2014.

¹⁸ M. Fay, M. Toman, D. Benitez et S. Csordas, 2011, Infrastructure and sustainable development, in: S. Fardoust, Y. Kim, C. Sepulveda (éd.), *Post-crisis Growth and Development*, p. 329 à 372, Banque mondiale, Washington.

¹⁹ Voir, par exemple, A. Bhattacharya, M. Romani et N. Stern, 2012, Infrastructure for development: Meeting the challenge, Policy Paper, Centre for Climate Change Economics and Policy.

54. Les capitaux privés pourraient être une importante source de financement. Cependant, les projets d'infrastructure ont généralement des retombées sociales à long terme bien supérieures aux retombées financières pour les investisseurs. C'est pourquoi les entreprises privées en quête de profits hésitent à investir de tels projets et, lorsqu'elles le font, se concentrent sur les segments de marché solvables qui, le plus souvent, ne sont pas les plus importants pour la collectivité. Plusieurs facteurs freinent les investissements privés dans les infrastructures, notamment la perception par les investisseurs potentiels de risques trop élevés, risques qui sont par ailleurs difficiles à chiffrer faute d'informations suffisantes. À cela s'ajoute que les projets d'infrastructure sont souvent des projets à long terme, donc plus risqués et plus incertains. Les investisseurs se montrent particulièrement réticents lorsqu'il s'agit de projets régionaux, qu'ils jugent trop compliqués à mettre en œuvre, en particulier pour des raisons de coordination. Ces problèmes sont fréquemment associés au financement de biens publics.

55. Les banques multilatérales et autres banques de développement ont joué un rôle déterminant dans le financement de projets d'infrastructure et pourraient faire davantage encore, s'agissant notamment du financement d'infrastructures régionales. Les connaissances qu'elles ont acquises et les instruments dont elles disposent leur donnent la capacité de résoudre les problèmes d'action collective et de coordination qui sont courants dans les projets transnationaux²⁰. Pourtant, malgré ces atouts, elles ont en fait très peu aidé à financer de tels projets. Selon une étude, les prêts accordés par la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement pour le financement de biens publics régionaux, dont des projets d'infrastructure, ont représenté moins de 1 % du total de leurs prêts par le passé²¹.

B. Un exemple à suivre: la Banque européenne d'investissement

56. La Banque européenne d'investissement fait dans une large mesure figure d'exception, en partie parce qu'elle a dès l'origine explicitement été chargée de financer des projets d'infrastructure pour soutenir l'intégration régionale en Europe. Dès sa création dans les années 1950, elle a affecté 48 % de ses prêts – puis 44 % – à des projets d'infrastructure. Elle a ainsi joué un rôle central dans l'intégration européenne qui, entendue au sens large, visait aussi à réduire les écarts de revenus entre les pays de l'UE. En conséquence, la banque augmente considérablement ses apports financiers à chaque adhésion de nouveaux pays membres, afin de les aider à développer leurs régions moins développées²².

57. La Banque européenne d'investissement est actuellement le plus grand organisme multilatéral de prêt. Elle contribue, par ses apports financiers et ses conseils, à la réalisation des objectifs de l'Union européenne et exerce plus de 90 % de son activité en Europe. Les infrastructures stratégiques font partie de ses priorités. Concrètement, elle aide au raccordement des infrastructures régionales et nationales dans les domaines des transports, des technologies de l'information et de la communication, et de l'énergie, afin de constituer des réseaux transeuropéens cohérents. Ces mesures visent notamment à promouvoir l'intégration économique et sociale, la libre circulation des personnes, des biens et des services, et la production et l'offre d'énergie à des conditions concurrentielles.

²⁰ S. Griffith-Jones, D. Griffith-Jones et D. Hertova, 2008, Enhancing the role of regional development banks, Intergovernmental Group of 24 Discussion Paper Series n° 50, CNUCED.

²¹ N. Birdsall, 2006, Overcoming coordination and attribution problems: Meeting the challenge of underfunded regionalism, in: *The New Public Finance: Responding to Global Challenges*, I. Kaul et P. Conceição (éd.), Oxford University Press, Oxford.

²² S. Griffith-Jones, 2008.

58. La Banque européenne d'investissement apporte un financement principalement sous la forme de prêts, qui couvrent souvent 30 %, voire parfois 50 %, du coût total d'un projet. Depuis la crise mondiale, elle a aussi joué un important rôle anticyclique, en contribuant à soutenir les niveaux de revenu et d'investissement en Europe et à protéger les infrastructures et les capacités de production de la région des effets d'une profonde récession. En plus d'être un bailleur de fonds, elle mobilise des ressources financières auprès d'autres sources, comme le budget de l'Union européenne et le secteur privé, ce qui a un puissant effet multiplicateur sur l'économie. La Banque exerce enfin une fonction de conseil, non seulement pour le financement des projets, mais aussi pour leur conception et leur gestion, en vue d'en garantir la bonne exécution²³.

C. Comment de nouveaux organismes pourraient faire évoluer les modes de financement du développement dans un proche avenir

59. L'exemple de la Banque européenne d'investissement plaide en faveur de la création d'autres banques multilatérales de développement pour une meilleure intégration régionale dans le monde en développement. Ces dernières années, des mesures ont été prises pour concevoir et mettre en place de telles banques, et c'est ainsi qu'ont été créées la Nouvelle banque de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures²⁴.

60. Ces deux banques semblent arriver à point nommé, si l'on en juge à la fois par les besoins de financement pour le développement des infrastructures, évoqués dans la présente note, et par le montant actuel des réserves en devises des pays émergents. Ces réserves, en partie placées dans des fonds souverains et investies dans des actifs à faible rendement dans les pays développés, seraient mieux employées si elles servaient à financer les besoins en infrastructures des pays en développement, et le retour sur investissement serait en outre bien plus élevé.

1. Nouvelle banque de développement

61. La Nouvelle banque de développement a été créée dans le but de financer des projets d'infrastructure et de développement durable dans les pays fondateurs et d'autres pays en développement. À ce titre, elle devrait pouvoir soutenir activement les processus d'intégration régionale en cours dans différentes parties du monde. Constituée avec un capital initial autorisé de 100 milliards de dollars (et ayant un capital souscrit de 50 milliards de dollars), la Nouvelle banque de développement a notamment pour objectif de mobiliser des ressources pour le financement de projets d'infrastructure. Comme elle est encore dans sa phase de conception, son mandat pourrait être étendu aux infrastructures présentant un intérêt pour l'intégration régionale, de manière à maximiser son impact sur le développement.

62. La Nouvelle banque de développement pourrait aider à renforcer le dialogue et la coopération entre les régions. Elle a un rôle essentiel à jouer dans le resserrement des liens entre pays en développement et pays en transition, ainsi qu'avec les pays développés.

²³ Banque européenne d'investissement, 2015, voir: <http://www.eib.org/about/index.htm> (page consultée le 9 mars 2015).

²⁴ La Nouvelle banque de développement a été créée en juillet 2014 par l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a été créée à Beijing en octobre 2014. Aucune de ces deux banques n'est encore en activité.

2. Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

63. La Banque asiatique de développement évalue les besoins de financement dans le secteur des infrastructures en Asie à 720 milliards de dollars par an environ pour la période 2010-2020. Pourtant, elle ne prête pas plus de 13 milliards de dollars par an²⁵. L'Asie reste donc confrontée à un sérieux déficit de financement.

64. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures a été créée pour aider à résorber ce déficit et financer des projets d'infrastructure dans la région de l'Asie et du Pacifique. Outre des projets nationaux, elle financera des projets régionaux pouvant contribuer à l'expansion du commerce et au développement des réseaux régionaux de production²⁶. Le financement se fera principalement par émission d'obligations sur les marchés régionaux et mondiaux.

65. Avec la Nouvelle banque de développement, la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures pourrait jeter les bases d'un réseau dynamique de banques de développement dont la collaboration serait créatrice de synergies et de complémentarités. Les deux banques pourraient travailler en étroite coopération avec des banques multilatérales (par exemple, la Banque mondiale), des banques régionales de développement (par exemple, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement), des banques sous-régionales (par exemple, la Société andine de développement) et diverses banques nationales de développement. Cette coopération pourrait passer, en autres modalités, par le cofinancement de projets de grande ampleur. Une concurrence saine et, plus encore, une coopération saine pourraient ainsi produire des externalités positives avec d'autres institutions financières de développement.

3. Le rôle possible de mécanismes financiers non bancaires

66. L'intégration régionale ne doit pas nécessairement être financée par des banques. Elle peut aussi reposer sur un renforcement de la coopération financière et monétaire régionale autrement que par la création de banques de développement. Le Fonds de convergence structurelle du Marché commun du Sud (MERCOSUR), en Amérique latine, et le Fonds de la Route de la soie, récemment mis en place par la Chine, en sont de bons exemples.

67. Le Fonds de convergence structurelle a été créé dans l'optique de soutenir l'intégration du MERCOSUR. Plus précisément, il est chargé de financer des programmes en faveur de la convergence structurelle, de la compétitivité et de l'intégration sociale dans les pays latino-américains membres du MERCOSUR²⁷. Ses apports financiers, supérieurs à 1 milliard de dollars ces dernières années, doivent principalement bénéficier au Paraguay et à l'Uruguay, à la situation économique plus précaire. Le Fonds de convergence structurelle pourrait aider à mobiliser d'autres sources de financement, y compris auprès des banques de développement.

68. Le Fonds de la Route de la soie, récemment créé, disposera de 40 milliards de dollars pour financer des projets d'infrastructure visant à renforcer les liens, notamment les liaisons de transport, entre la Chine et d'autres pays asiatiques. Environ 65 % du

²⁵ D. R. O. Junio, 2014, Asian Infrastructure Investment Bank: An idea whose time has come?, *The Diplomat*, 4 décembre.

²⁶ Ibid.

²⁷ Système économique latino-américain et caraïbe, 2011, Opportunities, prospects and instruments for financing South-South cooperation in Latin America and the Caribbean, juillet, disponible à l'adresse: [http://www.sela.org/attach/258/default/Documento_Final_Oportunidades,_perspectiva_e_instrumentos_\(Sur-Sur\)_6-7-11.pdf](http://www.sela.org/attach/258/default/Documento_Final_Oportunidades,_perspectiva_e_instrumentos_(Sur-Sur)_6-7-11.pdf) (page consultée le 20 avril 2015).

financement devrait venir de la Chine. Bien qu'il s'agisse surtout de créer des liens en Asie, des analystes proposent d'élargir les activités aux pays africains, auquel le Fonds pourrait être profitable en contribuant à leur développement infrastructurel et industriel, dans le cadre de la stratégie chinoise de délocalisation industrielle²⁸.

IV. Questions à examiner

69. Les questions ci-après pourraient être examinées:

1) Dans quelles conditions le commerce pourrait-il devenir un moteur de croissance dans un processus d'intégration régionale?

2) Quelle est la meilleure façon de mettre en pratique le concept de régionalisme développementiste?

3) Les chaînes de valeur mondiales modifient-elles le schéma de développement au point de rendre désormais caduc le remplacement des importations pour les pays en développement?

4) Comment les pays en transition s'efforcent-ils de promouvoir l'intégration régionale de la production?

5) Quels enseignements en matière d'intégration régionale de la production peuvent être tirés de l'expérience de grands pays (comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde) et parmi ces enseignements, lesquels ne présentent peut-être pas un si grand intérêt pour de plus petits pays?

6) Que peut-on retenir des mesures de financement de l'intégration régionale qui ont porté leurs fruits?

7) Comment de nouvelles institutions, comme la Nouvelle banque de développement et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, pourraient-elles faire évoluer les modes de financement du développement dans un avenir proche?

²⁸ J. Y. Lin, 2015, Industry transfer to Africa good for all, *China Daily*, 20 janvier.